

L'endogénéisation de l'aide humanitaire

Savoirs, pratiques et mobilisation de l'ONG Aldepa au soutien des victimes de Boko Haram à l'Extrême-Nord du Cameroun

Yvan Hyannick Obah

Chercheur à l'Institut des politiques et initiatives sociales (Ipis)
Université catholique d'Afrique centrale, Cameroun
obahyvan@gmail.com

Résumé

Cette contribution s'appesantit sur l'endogénéisation de l'aide humanitaire, en mettant l'accent sur l'Association locale pour un développement participatif et autogéré (Aldepa), une organisation non gouvernementale (ONG) active dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun. En tant que processus d'intégration et d'adaptation d'éléments provenant d'un système, d'une société ou d'une culture externe, l'endogénéisation informe, ici, sur les conditions par lesquelles se constitue la décolonisation de l'aide dans les Suds. L'étude examine la manière dont les considérations morales, ancrées dans l'histoire, les valeurs et la culture des populations de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun façonnent les logiques d'assistance humanitaire à l'échelle des ONG locales, et plus particulièrement au sein d'Aldepa. La rencontre entre ces logiques locales et celles liées au contexte global, donne à voir les rapports de pouvoirs Nord/Sud ainsi que les asymétries structurelles qui traversent le champ humanitaire.

En mobilisant le concept d'économie morale, l'étude vise à démontrer que l'action humanitaire d'Aldepa est structurée par des valeurs, des émotions et des jugements moraux, en interaction avec des logiques politiques, économiques et sociales. Elle met en évidence la manière dont les choix d'aide, la distribution des ressources et la définition des bénéficiaires au sein d'Aldepa sont guidés à la fois par des impératifs technique ou économique et par des conceptions du bien, du juste et du devoir moral. Ainsi, l'argument principal de cette contribution repose sur l'hypothèse selon laquelle la mobilisation des savoirs et des pratiques endogènes au sein de l'ONG Aldepa introduit un changement (progressif) de paradigme en rompant avec la logique universaliste de l'action humanitaire. L'endogénéisation de l'aide au sein de cette structure se déploie à travers une ingénierie faite de savoirs, de discours et de pratiques dans lesquels les bénéficiaires se reconnaissent. Ces savoirs endogènes rencontrent les savoirs exogènes, produisant une action humanitaire locale hybride. La démarche méthodologique est qualitative et inductive ; elle mobilise comme techniques d'enquête, l'entretien, la recherche documentaire et l'observation directe.

Mots-clés

Savoirs et pratiques endogènes, économie morale, aide humanitaire, Boko Haram, Cameroun

How to cite this paper:

Obah, Y. H. (2025). L'endogénéisation de l'aide humanitaire : savoirs, pratiques et mobilisation de l'ONG Aldepa au soutien des victimes de Boko Haram à l'Extrême-Nord du Cameroun. *Global Africa*, (12), pp. <https://doi.org/10.57832/43nz-b168>

Received: August 4, 2025

Accepted: October 18, 2025

Published: December 20, 2025

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0 

Introduction

La région de l'Extrême-Nord du Cameroun vit une situation humanitaire inédite. Depuis la fin de l'année 2012, elle constitue un espace de repli pour les combattants de la secte Boko Haram (BH)¹. Les attaques répétitives des islamistes et la riposte des forces de sécurité nationale et internationale (la force multinationale mixte [FMM]) ne cessent d'occasionner d'importants déplacements de population. Les départements du Diamaré, du Mayo-Tsanaga, du Logone-et-Chari, du Mayo-Sava, du Mayo-Danay et du Mayo-Kani (dans une moindre mesure) accueillent de nombreux réfugié·e·s nigérien·e·s et personnes déplacées internes (PDI), selon diverses modalités.

En effet, les réfugié·e·s sont des personnes ayant franchi une frontière internationale, tandis que les déplacés internes sont restés dans leur propre pays. Les modalités d'accueil de ces catégories de personnes déplacées sont distinctes. Alors que les réfugié·e·s peuvent être accueilli·e·s dans des camps ou intégré·e·s dans des communautés hôtes, souvent avec l'aide d'organisations internationales, les PDI, quant à elles, sont principalement accueillies au sein de familles d'accueil ou dans des abris spontanés, comme observé dans les régions de l'Est et de l'Extrême-Nord du Cameroun (Mahamat, 2021 ; Lefort-Rieux, 2024, chapitre 3).

Selon la matrice de suivi des déplacements (DTM) relative à la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, en août 2023, le nombre de PDI était estimé à 453 661, tandis que le nombre de réfugié·e·s hors du camp de Minawao était de 48 165 (OIM, 2023). Cette situation a entraîné une présence ponctuée d'acteurs nationaux et internationaux, engagés dans des initiatives repensées, à partir de 2016, à l'aune de l'implémentation de l'approche nexus humanitaire-développement-paix.

Cependant, avec la croissance des besoins humanitaires, l'action des organisations non gouvernementales internationales et des agences du système des Nations unies a révélé des limites quant à sa capacité à satisfaire les besoins d'une population de déplacé·e·s de plus en plus nombreuse. La méconnaissance des réalités propres aux contextes d'intervention a souvent constitué l'un des principaux obstacles à l'ancrage harmonieux de ces initiatives étrangères (Olivier de Sardan, 2021). Cette situation a accéléré le retour des dynamiques endogènes d'assistance², structurées autour des discours, des pratiques et des dispositifs liés aux contextes d'intervention.

Notre intérêt s'est porté sur l'Association locale pour un développement participatif et autogéré (Aldepa), une ONG³ active dans l'assistance aux victimes des attaques de Boko Haram. En raison de son ancienneté (créée en 1998), de son expérience et de son ancrage local, cette organisation constitue, ici, un cas exemplaire parmi les ONG locales œuvrant dans le champ de l'humanitaire à l'Extrême-Nord du Cameroun. Aldepa est d'ailleurs l'une des premières ONG locales de l'Extrême-Nord à s'être engagée dans la prise en charge des victimes de la crise sécuritaire liée à Boko Haram. Toutefois, l'étude, bien qu'élaborée à partir des cadres et de l'expérience d'Aldepa, ne vise nullement à défendre la conception de l'humanitaire portée par cette organisation. Il s'agit plutôt, à partir d'une réflexion autour du concept d'endogénération, de contribuer au débat relatif aux enjeux, aux limites et aux dilemmes de la décolonisation de l'aide.

1 Boko Haram n'est pas le nom sous lequel les combattants de la secte islamiste se reconnaissent. Qualifiés au départ de « talibans du Nigéria », ils s'identifient davantage sous l'appellation *Jama'atu Alhis Sunna Lidawati Wal Jihad* (les compagnons du prophète pour la propagation de la tradition sunnite et la guerre sainte).

2 Ces dynamiques s'expriment en termes d'action des communautés locales, du rôle de la culture comme support d'assistance, de dynamiques de solidarité et d'entraide au niveau des communautés, de mobilisation de ressources et de connaissances locales pour venir en aide aux victimes de la crise.

3 Dans le régime juridique camerounais, une association est un cadre général régi par la loi n° 90/53 du 19 décembre 1990 portant sur la liberté d'association, tandis qu'une ONG (Organisation non gouvernementale) est une association spécifique, agréée par l'administration pour des missions d'intérêt général, bénéficiant d'un régime spécial (avantages fiscaux, douaniers, etc.) selon la loi n° 99/014 du 22 décembre 1999 régissant les Organisations non gouvernementales. La distinction entre une association et une ONG est donc juridique et administrative, l'ONG étant une sous-catégorie d'association agréée pour son impact et sa conformité aux missions d'intérêt général. On parle d'ONG locale lorsque l'organisation est ancrée dans une communauté spécifique (village, ville, région). Ses membres et ses activités sont principalement locaux, et elle n'est pas une filiale structurée d'une entité nationale ou internationale, se concentrant sur les réalités et les besoins de sa zone géographique immédiate. Une ONG internationale, quant à elle, est une organisation privée, à but non lucratif et indépendante des gouvernements, ayant une portée transnationale, recrutant des membres et intervenant dans divers pays pour des causes humanitaires, de droits de l'Homme ou environnementales, coordonnant des actions au-delà des frontières nationales.

L'approche empirique s'est appuyée sur une méthodologie qualitative et inductive. La phase de préenquête, conduite en août 2022, a permis d'observer la nature des stratégies d'assistance mises en œuvre par Aldepa. Durant la phase de l'enquête, réalisée entre août et septembre 2024, les acteurs ont été sélectionnés sur la base de leur degré d'implication dans les processus humanitaires. Au total, 41 entretiens ont été menés auprès de six responsables du ministère de l'Administration territoriale, cinq travailleurs sociaux, sept animateurs endogènes, quatre leaders communautaires, neuf agent·e·s d'ONG (locales et internationales), cinq réfugié·e·s et cinq personnes déplacées internes. Toutefois, l'orientation retenue dans cette réflexion m'a conduit à donner plus de voix à certains acteurs. Les catégories d'analyse ont porté sur les savoirs et pratiques endogènes d'aide humanitaire, la perception des initiatives d'aide internationale/locale et les relations entre les différents acteurs du champ humanitaire à l'Extrême-Nord. Compte tenu de la sensibilité du contexte, j'ai établi des contacts avec des personnes installées dans les zones marquées par les affrontements armés. Par ailleurs, l'exploitation de la documentation scientifique (ouvrages, articles, thèses) et de la littérature grise (rapports des agences de l'ONU et des ONG) a permis de mobiliser des données supplémentaires nécessaires pour la triangulation.

Un constat demeure, l'aide humanitaire⁴ évolue de façon remarquable depuis l'aube des années 1990. Le triomphe du capitalisme, l'émergence des réseaux criminels, la montée des extrémismes et le retour des guerres interétatiques ont réintroduit, dans les champs politique et scientifique, les débats sur la compassion (Nouwen, 2004 ; Hours, 2010 ; Lainé, 2013 ; Savidan, 2018). Mais l'essor des « politiques de la pitié » (Boltanski, 1993) à l'échelle de l'Afrique a une histoire plus complexe. Elles entretiennent un lien étroit avec la mission civilisatrice du colonialisme sur laquelle se sont progressivement greffées les visées développementistes (Matasci & Desgrandchamps, 2020). L'aide humanitaire internationale a ainsi émergé comme instrument d'affinement et de prolongement des rapports de domination des pays et des agences issus du Nord (Atlani-Duault & Dozon, 2011). Dès lors, l'assistance déployée par les pays des *Nords* à destination des pays des *Suds* s'est vue assujettie à diverses conditionnalités et, de ce fait, assimilée à une forme de néocolonialisme (Micheletti, 2011).

La question de la décolonisation de l'aide⁵ en Afrique reste d'actualité. D'ailleurs, elle est au centre des attentions, comme en témoignent moult rencontres scientifiques organisées ces dernières années⁶. Cette décolonisation, dont l'un des pendants majeurs est la « localisation⁷ » de l'aide internationale, peine cependant à se mettre en place au Cameroun. Des raisons, à la fois structurelles et conjoncturelles, expliquent cette situation : d'une part, le manque de ressources financières et la faible structuration des ONG locales, cantonnées au rôle de sous-traitantes par les ONG internationales (Wade, 2023, p. 86) ; d'autre part, la dépendance excessive des associations nationales/locales à l'aide extérieure et les contraintes spécifiques posées par le contexte postautoritaire et extraverti du pays (Pommerolle, 2008 ; Cazabat, 2016).

La présente étude se veut une contribution à la recherche sur les transformations de l'aide humanitaire au prisme du décolonial. En resserrant le propos sur l'endogénération, l'objectif est de voir comment celle-ci informe sur la décolonisation de l'aide et les relations de pouvoir Nord/Sud dans le domaine de l'humanitaire. L'endogénération réfère, ici, à l'appropriation locale de l'humanitaire, qui traduit le processus d'intégration et d'adaptation d'éléments provenant d'un système, d'une

4 L'humanitaire dans le cadre de cette réflexion est comprise comme un ensemble d'actions visant à sauver des vies, soulager la souffrance et préserver la dignité, sous l'influence des principes comme l'humanité, l'impartialité, la neutralité et l'indépendance (Agisilaou & Boz, 2025). Le terme recouvre, cependant, une diversité d'interprétations selon les acteurs et les contextes (Lefort-Rieux, 2024).

5 Par décolonisation de l'aide, il faut entendre la remise en question et l'inflétrissement des déséquilibres de pouvoir fortement enracinés dans les structures qui ont longtemps défini l'aide. Cela concerne aussi bien les politiques et les procédés d'intervention que les comportements des professionnels de l'aide (Gwana Passa, 2024).

6 Parmi les plus récentes, nous pouvons mentionner l'école de jeunes chercheurs organisée par Global Africa/Ciha du 27 octobre au 2 novembre 2024 sur le thème : « Les relations humanitaires et la réinvention de l'avenir de l'Afrique : généralogies, pratiques actuelles et exigences décoloniales » ; le webinaire organisé le 14 juin 2024 par le Centre de recherche, de formation et de publications (CRTP), en collaboration avec le Mouvement pour le développement mené par la communauté (MCLD), intitulé : « Décolonisation de l'aide humanitaire en Afrique ».

7 L'usage des guillemets exprime la prudence qu'exige l'emploi de ce terme, en raison du flou qui entoure à la fois les objectifs affectés au processus auquel il fait référence et de la nature des acteurs qui y sont associés. La « localisation » de l'aide présente moult ambiguïtés qui résident principalement dans le décalage entre les discours et les pratiques, la confusion de la définition des acteurs locaux (qui sont hétérogènes), les rapports de pouvoir persistants (ONG internationales dominant les acteurs locaux), les défis de financement (flux vers le Nord) et la difficulté de transformer le système vers plus d'autonomie locale (Magen-Fabregat et al., 2024 ; Audet, 2022).

société ou d'une culture externe. Ce processus concerne aussi bien les acteurs institutionnels locaux, que les ONG et communautés locales. Apprécier l'humanitaire à l'aune de cette réalité suppose de situer le propos dans les conversations globales portant aussi bien sur les implications éthiques de l'action humanitaire (Mattei, 2014 ; Grünwald, 2007 ; Richey, 2018 ; Theodossopoulos, 2016) que sur les relations entre acteurs humanitaires et populations affectées (De Torrenté, 2013 ; Rahmani, 2012).

La réflexion insiste sur les savoirs endogènes et les pratiques endogènes, en lien avec les savoirs et les pratiques exogènes perçus comme faisant partie d'un autre système de valeurs (Hountondji, 2019, p. 15). Évoquer les savoirs et pratiques endogènes, c'est faire référence aux connaissances intrinsèques d'un peuple, façonnées par son histoire, sa culture et son environnement (Tourneux, 2019 ; Kane et al., 2025 ; Akaffou, 2023). Appliqués au terrain de l'humanitaire, les savoirs endogènes renvoient aux connaissances, compétences et méthodes d'assistance développées localement par une communauté, profondément enracinée dans son contexte culturel, social et environnemental.

Deux principales lectures polarisent le débat sur l'humanitaire en Afrique. La première, plutôt optimiste, l'appréhende comme une dynamique favorable à l'amélioration des conditions et du milieu de vie des individus (Manga Kalniga & Ambe, 2021 ; Obah et al., 2021). La seconde perspective pose un regard critique sur le caractère très nordique ou unilatéral de l'action humanitaire (Pérouse de Montclos, 2009 ; Olivier de Sardan, 2011 ; Micheletti et al., 2010). Ses tenants constatent que les interventions humanitaires en Afrique sont conçues et implémentées à partir des *Nords*. Elles tendent ainsi à reproduire la colonisation sous une forme plus ou moins douce, empêchant les destinataires africains de « sortir de la grande nuit » (Murithi, 2009 ; Atlani-Duault & Dozon, 2011 ; Mbembe, 2013 ; Matasci & Desgrandchamps, 2020 ; Lynch, 2022).

La question à laquelle je tenterai de répondre s'énonce comme suit : quels changements induisent la mobilisation des savoirs et pratiques endogènes d'assistance humanitaire au sein de l'ONG Aldepa à l'Extrême-Nord du Cameroun ? L'hypothèse consiste à dire qu'une telle mobilisation introduit un changement (progressif) de paradigme en rompant avec la logique universaliste de l'action humanitaire. L'endogénéisation de l'aide au sein de cette structure se déploie à travers une ingénierie faite de savoirs, de discours et de pratiques dans lesquels les bénéficiaires se reconnaissent. Ces savoirs endogènes rencontrent les savoirs exogènes, produisant une action humanitaire locale hybride.

Les analyses effectuées dans ce travail s'adossent sur la théorie de l'économie morale de l'humanitarisme. Nourrie par les réflexions de Fassin (2009 ; 2012) et enrichie par les travaux de Trémon (2024), cette théorie postule que les actions humanitaires sont structurées par des valeurs, des émotions et des jugements moraux, en interaction avec des logiques politiques, économiques et sociales. Elle interroge la manière dont les choix d'aide, la distribution des ressources et la définition des bénéficiaires sont guidés à la fois par des impératifs techniques ou économiques et des conceptions du bien, du juste et du devoir moral. L'étude se focalise précisément sur les ressorts de cette économie morale à l'Extrême-Nord du Cameroun et sur la manière dont y participent les humanitaires locaux.

Deux moments forment l'ossature de cette réflexion. Le premier situe l'avènement de l'action humanitaire à l'Extrême-Nord en retracant les conditions historiques qui l'ont rendue possible (I). Le second moment s'intéresse à l'appropriation locale de la pratique humanitaire moderne, avec un accent particulier sur l'ONG Aldepa (II).

De l'aide sociale à l'action humanitaire

Dans cette partie, trois points permettent d'introduire les ressorts de l'endogénéisation de l'action humanitaire et le changement de paradigme qu'elle induit. Il s'agit du contexte d'émergence des associations et des ONG (1), de la survenue de l'insurrection de Boko Haram et du basculement des ONG locales dans le champ humanitaire, (2) ainsi que des significations qui fondent le désir d'assister (3).

Des ONG locales, filles de la démocratisation

L'analyse des conditions d'émergence des ONG au Cameroun, notamment dans la région de l'Extrême-Nord, révèle une dynamique issue de la convergence de trois facteurs : i) la crise économique de la fin des années 1980 et le retrait de l'État ; ii) la démocratisation des années 1990 qui s'accompagne d'une recomposition de la trame institutionnelle des relations entre l'État et les organisations de la société civile ; iii) l'éveil de cette dernière, matérialisé par une prolifération des ONG et des associations engagées dans le secteur du développement.

En effet, la multiplication des ONG à l'Extrême-Nord du Cameroun coïncide avec le moment de l'éveil et du renforcement de la société civile dans un contexte d'accroissement de la pauvreté et des inégalités (Abega, 1999). Certains l'associent encore à une période marquée par le désengagement de l'État (Mercoiret, 1990). Cette dynamique remonte aux années 1980-1990, période caractérisée par une crise des États africains, souvent concomitante à la mise en œuvre de politiques néolibérales (Eboko, 2015). Inades-Formation⁸ est la première ONG à avoir initié des interventions dans cette région en 1973. À cette période, le mouvement associatif ne disposait d'aucune reconnaissance légale ou formelle au Cameroun. Seules existaient quelques mobilisations de femmes via les groupements et associations non formels (Ndengue, 2016).

À l'aube des années 1990, le Cameroun, à la faveur du processus de démocratisation, aménage un cadre institutionnel régissant les relations entre l'État et la société civile. Ainsi, avec l'adoption de la loi n° 053/90 du 19 décembre 1990 portant sur la liberté d'association, le mouvement associatif connaît une inflation sans précédent aux niveaux local et national. À cette époque, les ONG locales n'existaient pas encore ; seules étaient présentes les associations à caractère religieux et celles actives dans le domaine du développement. À cette même période, la loi n° 056/90 du 19 décembre 1990, relative à l'activité des partis politiques fut adoptée. Les associations apolitiques offrent alors des services aux populations vulnérables. Elles sont toutes à but non lucratif, et le demeurent, du reste, dans l'immense majorité des cas.

La récession économique dans laquelle le pays se plonge à la fin des années 1980 a également été déterminante, pour au moins deux raisons. En premier lieu, elle incite de nombreux acteurs locaux (les associations notamment) à se pencher sur les questions de développement. En second lieu, elle entraîne une inflexion majeure dans les modalités d'octroi des aides de toute nature aux pays africains, à travers l'introduction officielle des conditionnalités politique et démocratique (Robinson, 1995 ; Gibson et al., 2015). L'aide internationale à destination des pays du Sud devient ainsi conditionnée à l'arrimage à certains principes établis par les pays du Nord.

En décembre 1999, la loi n° 99/014 du 24 décembre 1999 régissant les organisations non gouvernementales entre en vigueur. Elle donne la possibilité aux associations ayant fonctionné pendant au moins trois ans, étant en règle avec la fiscalité et disposant de rapports d'activités et financiers certifiés, d'évoluer en ONG. À cette période, seules les agences internationales mènent des actions avec une approche humanitaire assumée à l'Extrême-Nord du Cameroun. Ces actions sont davantage orientées vers les opérations d'urgence (inondations, sécheresse, épidémies, etc.).

Les quelques ONG locales existantes (Aldepa notamment) interviennent principalement dans le registre de l'aide sociale destinée aux populations défavorisées et aux catégories vulnérables. Les problématiques liées aux violences basées sur le genre (VBG)⁹, à la protection de l'enfance, à la lutte contre les mariages précoces, à la faim, ainsi qu'aux questions de santé et d'alimentation, font l'objet d'une attention singulière (entretien du 4 septembre 2024 avec un responsable de l'ONG Aldepa à Maroua). Cette aide sociale est déjà investie de valeurs d'entraide, de charité, de partage et de bienfaisance, puisqu'il s'agit, à ce moment-là, de venir en aide aux personnes dans le besoin. L'avènement de Boko Haram va dès lors constituer un tournant décisif.

8 Inades-Formation représente un réseau d'associations panafricain de droit ivoirien œuvrant pour le développement équitable et durable en Afrique.

9 Il faut entendre par-là les violences domestiques et toute autre forme de violences exercées sur les femmes.

La « crise Boko Haram » et le basculement dans le terrain humanitaire : un accent sur Aldepa

L'effervescence de l'action humanitaire dans plusieurs localités à l'Extrême-Nord du Cameroun s'enracine dans « la crise Boko Haram ». Depuis la fin de l'année 2013, cette région est la cible d'agressions de bandes armées se réclamant de la mouvance djihadiste. Ces attaques récurrentes ont fait de nombreux morts et des blessés graves. Elles ont également occasionné d'importants déplacements de populations, tant à l'échelle locale qu'internationale, débouchant sur une crise humanitaire d'une grande complexité.

En outre, les vulnérabilités engendrées par la violence des affrontements entre les forces de sécurité et les miliciens de Boko Haram ont entraîné une affluence massive des ONG étrangères vers la région. Elles ont également favorisé l'émergence de diverses associations et ONG locales engagées dans l'assistance aux victimes (Wade, 2023, p. 85). On dénombre toutefois, à ce jour, peu d'ONG humanitaires locales à l'Extrême-Nord. Les associations établies par des groupes socioprofessionnels (étudiants, universitaires, travailleurs divers) y sont majoritaires.

Au départ, les ONG locales intervenaient pour l'essentiel dans le champ du développement (Zelao, 2023, p. 98). Elles ne sont donc pas nées en tant qu'ONG humanitaires, du moins pour la plupart. À l'Extrême-Nord, le phénomène Boko Haram a été le facteur déclencheur de l'entrée officielle des ONG locales dans le secteur humanitaire. L'exemple d'Aldepa¹⁰ est, à cet égard, particulièrement révélateur.

Crée en 1998 et légalisée en 2002, à Maroua (chef-lieu de la région de l'Extrême-Nord) sous le statut d'association, Aldepa n'avait à ce moment « rien à voir avec les situations de crise ou de conflit » (entretien du 28 août 2024 avec la responsable de l'ONG Aldepa à Maroua). Ses actions étaient principalement orientées vers le soutien aux populations défavorisées et aux catégories vulnérables. L'association menait également des activités de participation au développement local, selon des orientations spécifiques (lutte contre la pauvreté, prise en compte du genre, etc.). Par la suite, Aldepa a sollicité le statut d'ONG à la faveur de la loi n° 99/014 du 24 décembre 1999 régissant les organisations non gouvernementales. Elle est ainsi devenue en 2017 (année de l'obtention de l'agrément) l'une des premières ONG locales reconnues dans l'Extrême-Nord du Cameroun.

À partir de 2013, l'Extrême-Nord du Cameroun bascule dans un climat d'insécurité marqué par les enlèvements d'étrangers et des attaques ayant causé la mort de centaines de personnes (Crisis Group, 2016). Face à l'accroissement des besoins humanitaires dans les localités en crise (Kolofata, Amchidé, Limani, Fotokol, Mora, etc.), les ONG locales, jusque-là cantonnées à leurs objectifs de développement, vont adapter voire réorienter leurs interventions (entretien du 28 août 2024 avec la responsable d'Aldepa à Maroua).

À l'échelle d'Aldepa, la réponse humanitaire s'est davantage focalisée sur les femmes et les filles victimes de VBG, les enfants dont les parents ont été tués ou portés disparus, les enfants blessés, ainsi que ceux interpellés et placés en détention pour des actes de terrorisme. Toutefois, cette métamorphose de l'aide sociale en action humanitaire (Collovald, 2001) ne s'est pas opérée de manière radicale. Aldepa, à l'instar d'autres organisations (ALVF¹¹, ACEEN¹², etc.), a maintenu ses volets d'activité initiaux. Elle n'a fait qu'intensifier ses interventions dans le secteur humanitaire en fournissant divers services aux personnes dont la vulnérabilité a été aggravée par la crise.

Par ailleurs, pour mieux répondre aux besoins humanitaires, mais surtout afin de s'arrimer aux exigences des partenaires internationaux, Aldepa s'est progressivement dotée d'une expertise spécialisée en recrutant des professionnels aux profils diversifiés : sociologues, juristes, psychologues, économistes, travailleurs sociaux, etc. (entretien du 28 août 2024 avec la responsable d'Aldepa à Maroua). Or, lors de sa création, la qualification des profils ne constituait pas un critère déterminant dans les processus de recrutement (entretien du 28 août 2024 avec la responsable d'Aldepa à Maroua).

¹⁰ Il est à noter qu'Aldepa est à la base, une ONG locale dont le siège est situé à Maroua (chef-lieu de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun). Elle tend cependant à prendre une envergure nationale au regard de l'extension de ses activités dans les régions de l'Est, du Nord et de l'Adamaoua.

¹¹ Association de lutte contre les violences faites aux femmes.

¹² Association camerounaise pour L'éducation environnementale. <https://data.unhcr.org/en/partners/view/9>.

Ce faisant, Aldepa a suivi un processus structurel d'*ONG-isation*, marqué par une quête de professionnalisation et une dynamique de bureaucratisation néolibérale. Les traits caractéristiques de ce processus sont, entre autres : une individualisation accrue du pouvoir et de l'autorité, une instrumentalisation croissante des relations, l'adoption d'une approche plus compétitive en matière de recrutement et la mise en place d'une hiérarchie formalisée et d'une division du travail (Lang, 2012, p. 67). Ainsi, la manière dont Aldepa s'est développée en tant qu'ONG et sa forme actuelle contrastent avec le projet de décolonisation dans lequel elle semble s'inscrire. L'un des paradoxes de la décolonisation réside à ce niveau. Malgré des intentions souvent louables, les ONG des Suds (souvent inspirés des modèles occidentaux, centrés sur les bailleurs de fonds externes, et mobilisant un discours de misère), reproduisent parfois des dynamiques coloniales, créant une dépendance et une « mise en scène » de l'aide (Gwana Passa, 2024).

Le fondement de l'action humanitaire à l'Extrême-Nord du Cameroun

Dans la région de l'Extrême-Nord, de nombreuses ONG humanitaires étrangères partagent la croyance selon laquelle l'humanitarisme repose sur les principes d'humanité, d'impartialité, de neutralité et d'indépendance (entretiens du 10 septembre 2024 avec deux responsables de l'ONG Public Concern à Minawao). Ces principes, consacrés par Henri Dunant en 1859, sont aujourd'hui « universalisés » dans le secteur humanitaire. Toutefois, la variété de niveaux d'appréhension qui en résulte est en partie liée à la place accordée aux bénéficiaires dans la pensée et l'implémentation de l'aide (Mattei, 2014).

Historiquement, les bénéficiaires étaient souvent perçus comme des victimes passives, recevant une aide décidée et organisée par des acteurs extérieurs (Kovács et al., 2010). L'émergence du paradigme de résilience, qui érige les populations et les structures locales en premières intervenantes face aux situations de crise, a introduit une inflexion notable, en reconnaissant la capacité d'agir (*agency*) des bénéficiaires (Malkin, 2015). Seulement, ces évolutions sont demeurées minimes et leurs effets relativement marginaux dans la structuration des interventions d'aide internationale (Hilhorst, 2018).

À une échelle plus locale, en revanche, l'action humanitaire des ONG locales s'ancre dans des mobilisations fondées sur les valeurs, les normes et les obligations socioculturelles des communautés, structurées autour de la compassion, de la solidarité et de la relation humaine. La dimension morale y occupe une place centrale. Les analyses de Fassin (2009) ont d'ailleurs suffisamment mis en évidence le poids du système de normes et d'obligations sur les jugements et les actes des individus dans la structuration d'une raison humanitaire.

À l'Extrême-Nord du Cameroun, le geste d'humanité conserve un rôle de premier plan, s'exprimant à travers des formes ordinaires de sollicitude et reconnaissance mutuelle. Il se manifeste dans les attentions modestes offertes par les communautés locales, qu'elles soient adressées au « frère » ou à la « sœur » en détresse, d'ici et d'ailleurs : un verre de thé ou de boisson locale (*chai* ou *arki*), un objet artisanal, un mets traditionnel, des contes (*taali*¹³), des moments partagés et de reconnaissance mutuelle. Cette éthique de la compassion participe de la reconnaissance de la détresse d'autrui et du désir de la soulager (Martinez, 1998). Elle s'enracine dans des moeurs et des valeurs anthropologiques anciennes. Exprimées localement dans le dialecte peul (*fulfulde*), la charité (*sadaka*), l'entraide (*walliteego*), le partage (*sennduguo*), l'assistance (*ballal*), l'aide (*walliinde*), la bienfaisance (*moyyere*) et l'hospitalité¹⁴ sont des principes ou des valeurs structurant l'ADN relationnel des communautés à l'Extrême-Nord du Cameroun.

13 Le *taalol* (singulier de *taali*) est un conte de type classique repérable à travers toute l'Afrique. Chez les Foulbé, cependant, il est réservé uniquement aux enfants et n'existe à l'ordinaire que sous la forme orale. Rien de spécifique ne distingue les contes peuls de leurs homologues des autres ethnies.

14 Dans le code d'honneur peul (*pulaaku*), l'hospitalité constitue l'une des vertus cardinales. À l'époque du Fombina (périmphérie sud de l'ancien empire de Sokoto), les visiteurs ainsi que les hôtes de passage étaient bien accueillis par les communautés foulbés.

Les manières de faire œuvre d'humanité au sein d'Aldepa s'enracinent dans le *Pulaaku* (code d'honneur peul)¹⁵, où le partage et l'hospitalité occupent une place centrale, mais elles sont aussi liées aux échanges symboliques, à l'équilibre social et à l'esthétique, avec des aspects traditionnels et religieux influençant les pratiques. Comme l'a montré Fassin (2012), ces registres moraux déterminent les qualités et les logiques qui orientent les jugements des individus, leur appréciation de ce qui est tenu pour bon et juste ainsi que les ressorts normatifs sur lesquels ils s'appuient pour agir.

Je prends le cas de l'appui économique, dans certaines communautés, on ne peut pas, par exemple, apporter un appui économique pour l'élevage de porc parce que ces populations ne mangent pas le porc. C'est pareil pour l'appui vestimentaire, on ne peut pas décider d'habiller les filles en pantalon, ça ne passera pas. Donc, même dans nos appuis, nous nous mettons à la place de ces communautés-là, et nous leur donnons ce qu'elles ont l'habitude d'avoir. (Entretien du 4 septembre 2024 avec une agent.e de l'ONG Aldepa à Maroua)

Ces propos mettent en lumière deux réalités. D'une part, ils témoignent de la prise en compte, par Aldepa, des savoirs, des savoir-faire, des pratiques endogènes et des us et coutumes des bénéficiaires. Une telle posture permet d'éviter que l'assistance proposée par les humanitaires locaux ne soit rejetée par les populations concernées. D'autre part, et de manière beaucoup plus saisissante, ils révèlent la dimension intégrative inhérente à la prise en compte de ces savoirs et pratiques, en ce sens qu'elle vise à créer un environnement d'intervention plus ou moins familier, pensé avec et pour les bénéficiaires. En outre, ces savoirs et pratiques s'inscrivent dans des logiques de partage et de reconnaissance mutuelle. On perçoit ici, une dimension essentielle de l'économie morale, où le système de valeurs et de principes, structuré autour du respect des catégories de pensée des autres (Trémon, 2024), oriente les jugements et les actes des agent.e.s d'Aldepa.

Cette section a permis de montrer comment la genèse et les évolutions de l'action humanitaire, à l'Extrême-Nord du Cameroun, informent les logiques qui gouvernent les pratiques, les discours et les représentations du désir d'assister des acteurs locaux. La souffrance vécue par les victimes des attaques et des affrontements armés a engendré une recomposition des initiatives associatives locales, nourrie par un devoir moral et social de solidarité. Ces catégories tant émitives que politiques sont moulées aux cosmologies, aux langues et aux pratiques ancrées dans le quotidien des communautés.

Des pratiques et des discours enchâssés dans les réalités endogènes

L'endogénéisation de l'aide humanitaire et les relations de pouvoir qu'elle donne à voir à l'Extrême-Nord du Cameroun sont perceptibles à travers diverses réalités : 1) le recours, par les ONG locales, aux pratiques linguistiques et culturelles ; 2) la mobilisation des pratiques endogènes dans la prise en charge sanitaire et la gestion des cas de femmes ex-otages de Boko Haram ; 3) l'usage des techniques endogènes dans les activités de divertissement destinées aux jeunes bénéficiaires et la flexibilité dans les procédures et dans le rapport aux terrains d'intervention.

Des pratiques linguistiques et culturelles incorporées dans les approches d'assistance et de justice réparatrice

Les interventions humanitaires des ONG locales dans l'Extrême-Nord du Cameroun portent l'empreinte des zones dans lesquelles elles se déploient. Le recours aux langues vernaculaires et le respect des coutumes locales y occupent une place capitale. La mobilisation systématique de répertoires linguistiques distincts cadre avec la diversité des groupes sociologiques présents dans

15 Le dialecte peul (fulfulde) est le plus répandu dans le grand Nord Cameroun (Extrême-Nord, Nord et Adamaua) et dans certaines localités du Tchad et du nord du Nigéria. Cette réalité s'enracine dans l'histoire politique de ces zones, marquée par le djihad, lancé par Ousmane Dan Fodio, prédicateur peul, au xvi^e siècle. La « domination peule », qui a pris racine à partir de cette guerre, a laissé des traces encore visibles dans l'organisation sociale, politique et économique des communautés des régions du Nord Cameroun, en dépit des spécificités des différents groupes (Seignobos & Iyebi-Mandjeck, 2000).

la région. Ces « technologies endogènes » (Hountondji, 2019 ; Aguessy, 1989) permettent d'ancrer l'assistance dans les réalités des terrains d'intervention et de l'inscrire dans le quotidien des victimes. Elles s'inscrivent également — de manière consciente ou non — dans une dynamique de décolonisation de la pensée ou de l'esprit (Ngũgĩ Wa Thiong'o, 2011) en (re)connectant les bénéficiaires aux significations endogènes de l'humanitarisme. À l'observation, cette démarche induit une transformation progressive des représentations que les bénéficiaires se font d'eux-mêmes, de la condition dans laquelle ils se trouvent et de ceux qui leur viennent en aide. Des témoignages recueillis dans le cadre d'entretiens collectifs avec des PDI dans la localité de Zamay en attestent :

On est arrivé ici à Zamay, c'était dur parce qu'on ne connaissait personne. Les ONG locales nous ont beaucoup aidés. Ils nous ont aidés avec les AGR¹⁶, la nourriture, même avec la santé. Quand ils arrivent, ils nous parlent dans nos langues. Ils te parlent en kapsiki ou en moundang ou même en kanuri. Ils te disent que tu vas t'en sortir, que c'est aussi chez toi ici. Cela nous aide, même si c'est dur. Nous, on les considère comme nos frères et on se sent comme chez nous quand ils viennent nous voir. (Entretien du 2 septembre 2024 avec un groupe de PDI dans le site de PDI de Zamay)

Ce témoignage confirme l'influence décisive du recours aux langues locales dans la perception que les bénéficiaires ont des ONG locales. À la différence de certaines ONG internationales, qui s'appuient sur un personnel local jouant parfois le rôle de traducteur lors des rencontres avec les communautés, les agent·e·s d'Aldepa s'expriment systématiquement dans les langues locales en présence des réfugié·e·s et des PDI, chacun ayant une parfaite maîtrise du dialecte propre à sa zone d'intervention (entretien du 28 août 2024 avec la responsable d'Aldepa à Maroua). Cette proximité linguistique favorise l'émergence de formes d'attachement (Paugam, 2023) débouchant sur une « communion culturelle » entre les bénéficiaires et les humanitaires locaux.

La mobilisation des pratiques culturelles locales par Aldepa est également perceptible dans la gestion des litiges liés au mariage précoce, ou encore dans les stratégies de réintégration des ex-combattants ou ex-associés de Boko Haram au sein des communautés. Dans le premier cas, la méconnaissance des textes juridiques par les personnes assistées pousse les ONG locales à avoir recours aux modalités endogènes de règlement des litiges. L'implication des autorités traditionnelles et religieuses y est déterminante :

Du point de vue juridique, le mariage précoce est une infraction qui peut engager non seulement l'auteur, mais aussi les parents de la fille ou du garçon victime. Au lieu d'exposer tous les parents qui sont souvent ignorants de ce que dit la loi, nous privilégions une démarche plus amiable en fédérant toutes les parties autour des autorités traditionnelles. Si au départ le mariage avait été célébré devant l'autorité traditionnelle, c'est à elle de le défaire. (Entretien du 3 septembre 2024 avec un agent de l'ONG Aldepa à Maroua)

S'agissant des stratégies de réintégration des ex-combattants ou ex-associés de Boko Haram, les humanitaires locaux privilègient également les mécanismes endogènes. Ce sont des rituels sous forme de « gimol rituel¹⁷ » (Mohamadou, 1963) effectués par des anciens ainsi que des cérémonies auxquelles les ex-combattants ou ex-associés de Boko Haram souscrivent. Des pratiques similaires ont existé dans le nord du Cameroun dans le cadre de la réintégration des personnes impliquées dans le phénomène des coupeurs de route (Seignobos, 2011) ou encore au Rwanda avec les tribunaux *Gacaca*, équivalents des bureaux communautaires de justice et de réparation mis en place après le génocide de 1994 (Allinne, 2022). Ces formes d'engagement facilitent la réinsertion des ex-combattants ou ex-associés et sacralisent le pardon accordé par les communautés, comme l'explique une agente d'Aldepa :

[...] On a également des initiatives de réconciliation, parce que lorsque ces personnes [les ex-combattants et ex-associés de Boko Haram] sont arrivées, elles devaient normalement passer par un centre de DDR¹⁸, ce qui n'a pas été le cas. On a identifié toutes les pratiques

¹⁶ Activités génératrices de revenus.

¹⁷ Le « gimol rituel » est une sorte de poésie peule dont les origines remontent aux périodes pré-islamiques. Il retrace les rituels païens tels qu'on les retrouve encore aujourd'hui chez les Mbororo non islamisés. Avec l'islamisation, ce rituel a été abandonné et a perdu sa signification religieuse pour prendre rang parmi les répertoires profanes.

¹⁸ Désarmement, Démobilisation et Réintégration.

culturelles existantes dans les communautés pour aider ces personnes à renouer le contact avec les membres de leurs familles. Parfois ton voisin t'a vu égorer son parent, mais comment faire pour que vous puissiez vivre dans la même communauté ? Il faut qu'il y ait des rites pour pouvoir faire en sorte que vous puissiez vivre ensemble. [...] Des rites ont été faits, par exemple, dans le Mayo Moskota. On a regroupé les ex-associés de Boko Haram et les membres de la communauté. Il y a eu une célébration et on a préparé un mets traditionnel, les ex-Boko Haram ont mangé et également les gens de la communauté. Et lorsqu'on a fait le sacrifice de l'agneau, des personnes ont bu le sang en signe d'alliance pour ce qui s'était passé, puis les ex-Boko Haram ont effectué des travaux pour reconnaître les torts commis. (Entretien du 3 septembre 2024 avec une agente d'Aldepa, Maroua)

Ces propos soulignent la nécessité d'accorder une place centrale aux approches endogènes dans les pratiques de justice réparatrice. L'enjeu est d'impliquer les communautés afin qu'elles deviennent de véritables actrices du processus de réconciliation. Bien qu'il subsiste quelques tensions entre les ex-combattants et les communautés (entretien du 22 août 2024 avec un responsable des services de la sous-préfecture de Mora ; entretien du 22 août 2024 avec un leader communautaire [chef de quartier] à Mora), les observations effectuées à Mora laissent toutefois penser que la nature de leurs relations et de leur cohabitation serait harmonieuse. Le recours aux pratiques sacrificielles à des fins de réconciliation des communautés existe depuis longtemps. L'anthropologue Girard (1982) a, par exemple, montré que dans les cultures dites archaïques, l'immolation d'un bouc émissaire, qu'il s'agisse d'un animal ou d'un être humain, était un moyen de restaurer l'ordre social dans des contextes marqués par d'intenses rivalités.

Mobilisation des entrepreneurs endogènes de la santé et gestion des cas des femmes ex-otages de Boko Haram

Les entrepreneurs endogènes de la santé, également qualifiés d'experts contextuels de la santé (Olivier de Sardan, 2022), développent des solutions à la fois innovantes et adaptées aux réalités locales. Dans la prise en charge des traumatismes subis par les victimes de la guerre, il arrive que les humanitaires locaux fassent appel à des guérisseurs ou tradipraticiens (*mâalam*), mobilisés pour administrer des rites thérapeutiques. La priorité accordée à ces guérisseurs, pasteurs et tradipraticiens procède d'une volonté de valoriser les usages quotidiens et les référents culturels des bénéficiaires, en reconnaissant la légitimité sociale de ces acteurs dans les processus de soin et de reconstruction. Lorsque ces pratiques culturelles ne sont pas mobilisées, le processus de guérison peut s'avérer plus long, comme l'indique un relais communautaire à Zamay :

Nous avons certaines pratiques. Quand une personne délire, alors on peut la référer chez un pasteur ou un tradipraticien. Et cela enclenche le processus de guérison, et facilite la guérison de la personne parce qu'elle sait que ce sont les mécanismes locaux qui existent. Quand il y a un souci, on amène d'abord la personne chez un pasteur ou chez le guérisseur traditionnel qui fait une incantation ou utilise une source d'eau pour dialoguer avec les ancêtres, etc. Et quand ces rites ne sont pas faits, alors la personne peut guérir physiquement, mais psychologiquement cela peut poser problème. (Entretien du 10 septembre 2024 avec un relais communautaire à Zamay)

Ces propos traduisent l'attachement des bénéficiaires aux pratiques médicales issues de leur contexte immédiat. Ils invitent, ce faisant, à interroger les relations entre la médecine dite « occidentale » et celle « traditionnelle » dans les contextes d'assistance humanitaire. Face aux normes et aux modèles internationaux de santé, les humanitaires locaux semblent résister (à demi-mot), (re)négocier et adapter leurs pratiques de santé (Lefort-Rieux et al., 2023). Néanmoins, contrairement à ce que démontrent Lefort-Rieux et al. (2023) dans le cas de la gestion de la lutte contre la Covid-19 au Cameroun, les résistances, (re)négociations et adaptations ne sont pas pleinement assumées par les agent·e·s d'Aldepa. La crainte de perdre la confiance des bailleurs de fonds explique cette posture. Elle amoindrit les efforts consentis pour ramener à la surface les pratiques d'assistance et d'aide

spécifiques aux régions septentrionales du Cameroun. Ce constat renseigne sur la complexité du projet de décolonisation de l'aide, précisément sur ses conditions de possibilité réelles au regard des rapports asymétriques de pouvoir qui structurent le champ humanitaire.

La gestion des cas des femmes ex-otages de Boko Haram par les humanitaires locaux est tout aussi révélatrice de la place accordée aux pratiques endogènes dans les processus d'assistance. Certaines femmes, retenues captives par Boko Haram, ont réussi à s'échapper de la forêt, laissant derrière elles leurs maris. Plusieurs années plus tard, elles éprouvent de grandes difficultés à se reconstruire et à reprendre une vie conjugale, en raison de l'incertitude entourant le sort de leurs conjoints, dont elles ignorent s'ils sont décédés ou toujours en captivité. Pour pallier cette situation, les ONG locales sollicitent l'intervention des leaders traditionnels afin d'examiner les possibilités permettant à ces femmes de reprendre leur vie et de se remarier (entretien du 2 septembre 2024 avec une agente de l'ONG Aldepa à Maroua).



Images 1 et 2 : Rencontre des agent·e·s d'Aldepa à Mora et Koza, pour le recensement des femmes ex-otages de Boko Haram sans nouvelles de leurs maris

Source : Enquête de terrain, 2024.

Cette réalité met en lumière le rôle central que jouent les structures endogènes dans les processus de réparation des injustices créées par la guerre. Le recours à des rites spécifiques — marcher pieds nus, utiliser des objets sales, se baigner dans un cours d'eau [marigot] pour se purifier des esprits du défunt, partager le cola au marché pour signaler son nouveau statut — donne la possibilité aux femmes sans nouvelles de leurs maris de refaire leur vie si elles le souhaitent. Ces pratiques font partie de l'héritage culturel des communautés de la région de l'Extrême-Nord, comme le montre une étude réalisée par le Centre international pour la promotion de la création (CIPCRE, 2006).

La "vernacularisation" des "espaces amis des enfants" et une approche plus flexible des terrains d'intervention

Dans le cadre de la prise en charge des jeunes bénéficiaires, les objets utilisés pour leurs loisirs au sein des « espaces amis des enfants » s'alignent sur la philosophie des réalités endogènes. Les pâtes à modeler, les poupées Barbie et les gadgets électroniques (tels que les voitures miniatures) sont souvent privilégiés par les agences du système des Nations unies (Unicef, Unesco, etc.) et par les ONG étrangères. Or, les enfants issus des localités en crise à l'Extrême-Nord peinent à s'en accommoder ou à s'en servir. Ils sont, en revanche, davantage familiers aux objets fabriqués à partir de matériaux locaux. Les ONG locales privilégièrent dès lors le recours à ces objets pour les substituer à ceux fournis par les humanitaires étrangers, comme l'explique un agent d'Aldepa à Maroua :

Nous avons bénéficié des pâtes à modeler qui viennent de l'extérieur sous forme de chewing-gums avec lesquelles les enfants peuvent fabriquer des éléphants, des lions, etc. Mais c'était difficile ! Les enfants étaient habitués à utiliser la boue, nous-mêmes on avait joué avec la boue, c'est avec elle qu'on fabriquait certains animaux, mais pour la pâte à

modeler certains pensaient que c'était des chewing-gums, qu'il fallait avaler ou manger. Donc les poupées qui venaient, on les remplaçait par les tiges de maïs pour les jeunes filles. Tout cela montre que les savoirs locaux permettent aux bénéficiaires de se sentir à l'aise comme dans leur milieu. (Entretien du 2 septembre 2024 avec un agent d'Aldepa, Maroua)

Ces propos mettent en évidence la difficulté qu'éprouvent les jeunes bénéficiaires à s'approprier les jouets qu'ils reçoivent de la part des humanitaires étrangers, dans la mesure où ceux-ci ne correspondent pas à leurs univers familiers. Cette situation met en lumière un enjeu crucial de la réflexion, à savoir la tension entre la standardisation globalisée des dispositifs humanitaires et leur adaptation aux pratiques locales. Si la conception des « espaces amis des enfants » obéit à des normes globales de protection promues notamment par l'Unicef, leur fonctionnement effectif dépend de nombreux facteurs, tels que la disponibilité des matériaux, les compétences locales, ou encore les représentations culturelles du jeu. La conception globalisée de l'enfance véhiculée par certaines agences du système des Nations unies et par des ONG occidentales ne correspond pas toujours aux modes locaux de socialisation.

Les ONG locales ne se contentent pas d'adapter, elles *vernacularisent* les dispositifs humanitaires importés « espaces ami des enfants » en des espaces localement intelligibles (à propos de la *vernacularisation*, voir Levitt & Merry, 2009 ; 2011). Ces pratiques participent d'une hybridation des normes globales (Comaroff & Comaroff, 2012), dans laquelle l'endogénération apparaît comme une forme de traduction culturelle. Le rapport des humanitaires locaux aux bénéficiaires et aux terrains d'intervention est tout aussi parlant.

À la différence des agences étrangères, les ONG locales font preuve d'une plus grande flexibilité procédurale. Le renseignement des formulaires et des fiches administratives est souvent postérieur à l'assistance, en particulier lorsque l'urgence de la situation l'impose. Cette approche permet d'éviter les situations de pénurie de l'aide en contexte d'urgence, comme ce fut notamment le cas en Éthiopie, entre 1984 et 1985, lors de la crise alimentaire qui a frappé le pays (Gill, 1986).

Dans la même perspective, les humanitaires locaux se montrent plus proches des terrains d'intervention dont ils n'ont pas toujours la parfaite maîtrise. L'usage des motos et des pirogues (pour traverser la Maga ou le Mayo) traduit la logique d'auto-sacrifice et de don de soi qui prévaut au sein des ONG locales. Une posture qui contraste avec l'attitude distante et parfois désinvolte des agences étrangères à l'égard des terrains d'intervention, voire des bénéficiaires eux-mêmes. Un agent d'Aldepa souligne cet état de fait :

Je veux prendre un exemple, quand j'étais à Mokolo et que je partais travailler dans les zones comme Koza, nous avions nos motos et c'était très pratique. Mais quand les ONG internationales vont sur le terrain, elles sont en voiture, et quand il arrive que la zone ne soit plus accessible, elles rentrent. Elles font demi-tour et se croient au-dessus des autres. Lorsqu'elles vont vers les communautés, leur seul souci c'est de distribuer les choses. Mais nous avons une approche qui vise à apprendre aux bénéficiaires à être indépendant demain. (Entretien du 6 septembre 2024 avec un agent d'Aldepa, Maroua)

Comme le montre ce témoignage, la flexibilité des humanitaires locaux permet de fournir une assistance dans des zones jugées difficiles d'accès par les humanitaires étrangers. Cependant, loin de traduire une simple improvisation, cette flexibilité informe sur la capacité d'agir (*agency*) des ONG locales. Elle peut ainsi être analysée comme une modalité située de l'action humanitaire : elle permet aux ONG locales d'agir dans l'urgence, sans attendre la validation de protocoles lourds ; elle constitue une réponse rationnelle à des environnements marqués par l'insécurité, l'inaccessibilité des routes et la volatilité des besoins ; elle peut être perçue comme une forme de résilience organisationnelle (Hilhorst, 2018) acquise par l'expérience. Cette flexibilité est donc structurelle plutôt que contingente : elle est une compétence propre aux acteurs locaux.

Les rapports de pouvoir dans le champ humanitaire, tels qu'ils ressortent des propos de cet agent d'Aldepa, sont tout aussi saisissants. Le contraste moto/voiture traduit des inégalités matérielles et symboliques : les voitures climatisées, souvent perçues comme des espaces de retrait ou de protection, deviennent des symboles de distance, voire de supériorité sociale ; les motos signalent, à

l'inverse, l'inscription dans les réalités locales, l'endurance et la capacité à rejoindre réellement les bénéficiaires. Ces pratiques dessinent une hiérarchie interne au champ humanitaire, dans laquelle les ONG internationales contrôlent les ressources, tandis que les ONG locales maîtrisent l'accès et la connaissance du terrain.

Par ailleurs, l'auto-sacrifice mentionné par cet agent (« se mouiller », traverser le Mayo, emprunter des motos, etc.) n'est pas qu'un geste logistique : il produit du capital moral, nourrit la confiance des bénéficiaires et constitue un marqueur identitaire du travail humanitaire local. Pour les acteurs locaux, être humanitaire impliquerait d'incarner des valeurs sociales localement reconnues (courage, proximité, présence) comme l'atteste cet extrait et les images qui l'accompagnent :

Les organisations internationales mettent en avant les appuis, on a donné ceci là-bas, etc. L'important n'est pas de distribuer des choses, faire des dons et partir, sans apprendre aux bénéficiaires comment être autonomes, sans même partager des moments avec eux. Ça donne l'impression de vouloir se débarrasser d'eux, comme si vous remplissiez une formalité. Il faut être proche des bénéficiaires, il faut être avec eux tout le temps. (Entretien du 6 septembre 2024 avec un agent d'Aldepa, Maroua)



Images 3 et 4 : Visite des agent·e·s d'Aldepa dans les villages des localités de Koza et Mogodé dont l'accès (en saison pluvieuse) est conditionné par la traversée des cours d'eau

Source : Enquête de terrain, 2024.

Ces propos et ces images témoignent d'une certaine dimension morale du « don de soi » ou de l'« auto-sacrifice » qui prévaudrait dans les pratiques d'assistance humanitaire de l'ONG Aldepa. Ces « arts de faire » et de penser présentent un caractère performatif, dans la mesure où ils structurent la perception que les bénéficiaires ont des ONG locales, en comparaison avec les ONG étrangères, comme le confirment ces propos d'un animateur endogène, à la fois bénéficiaire, rencontré à Mora :

On se comprend bien avec Aldepa, parce qu'ils sont toujours ici. Ce n'est pas la même chose avec les ONG étrangères qui n'arrivent que quelque deux fois par an et nous donnent des kits puis rentrent. On attend encore longtemps avant de les revoir. Par contre les Aldepa, les ALVF, ou même Cesoquar sont avec nous tout le temps et on est beaucoup ami avec eux. (Entretien du 22 août 2024 avec un animateur endogène à Mora)

Le recours aux modalités endogènes d'aide s'inscrit dans une logique d'adaptation de la pratique humanitaire aux réalités des contextes d'intervention. On y perçoit une logique de déconnexion au sens d'Amin (1986), qui ne renvoie pas à un isolement, mais à une soustraction à la logique dominante du système global, en vue de construire des modèles qui prennent en compte les contextes locaux.

Conclusion

L'endogénéisation de l'aide humanitaire se révèle dans des pratiques, des discours et des dispositifs concrets. Cette étude visait à répondre à la question de savoir quels changements induisent la mobilisation des savoirs et pratiques endogènes d'assistance humanitaire au sein de l'ONG Aldepa à l'Extrême-Nord du Cameroun. L'argument central consistait à montrer que cette mobilisation introduit un changement (progressif) de paradigme, en rompant avec la logique universaliste de l'action humanitaire. L'aide fournie par cette structure se déploie à travers une ingénierie constituée de savoirs, de discours et de pratiques dans lesquels les bénéficiaires se reconnaissent. L'entrée par le concept d'endogénéisation nous a permis de reformuler la problématique de l'articulation entre savoirs endogènes et dispositifs humanitaires globaux, et de mettre en évidence la manière dont les ONG locales négocient leur position dans un champ humanitaire asymétrique.

Il ressort de l'analyse que l'endogénéisation de l'assistance humanitaire à l'Extrême-Nord du Cameroun se traduit par des pratiques localisées de prise en charge psychosociale, de justice réparatrice, de levée du veuvage et de prise en charge des enfants dans le cadre des « espaces amis ». Ces pratiques visent à adapter la réponse humanitaire aux réalités des bénéficiaires. L'assistance fournie par Aldepa épouse ainsi les contours des valeurs (hospitalité, partage, humanité) propres aux communautés de cette région. Toutefois, l'étude révèle des tensions lourdes entre dynamiques globales et dynamiques locales, en éclairant les rapports de pouvoir Nord/Sud à l'œuvre dans le champ humanitaire. Entre ONG locales et ONG internationales, des écarts persistent dans les manières de penser et de mettre en œuvre l'aide. La dépendance financière des ONG locales vis-à-vis des ONG internationales et des agences du système des Nations unies les constraint à invisibiliser certaines pratiques endogènes. Par conséquent, les changements attendus du processus de décolonisation de l'aide restent minimes.

Ce constat amène à interroger le projet de décolonisation de l'aide tant évoqué dans les discours politiques. S'il ne fait aucun doute que le sommet humanitaire mondial de 2016, ayant consacré le Grand Bargain, a été déterminant dans le renouvellement des manières de penser l'assistance en contexte de crise, les transformations souhaitées tardent encore à se concrétiser. Les défis restent nombreux. D'une part, une reconnaissance et une valorisation des savoirs et des capacités endogènes permettraient, à terme, d'améliorer la complémentarité entre ONG locales et ONG étrangères. D'autre part, l'accès aux financements et le renforcement des capacités des acteurs locaux s'avèrent capitaux pour arrimer véritablement la pratique humanitaire aux exigences de décolonisation de l'aide. Par ailleurs, autant le recours aux savoirs endogènes se pose comme alternative pour (re)penser l'assistance humanitaire, autant il faut éviter d'essentialiser ces savoirs. Ceci revient à ne pas les considérer comme un bloc monolithique, figé et « authentique », mais plutôt comme des connaissances dynamiques, historiques et en constante interaction avec d'autres savoirs. L'enjeu est donc de les situer dans une perspective d'écologie des savoirs, c'est-à-dire, créer des passerelles entre savoirs locaux et globaux, par le dialogue et la co-construction, en vue d'une aide plus pertinente et respectueuse.

Bibliographie

- Abega, S. C. (1999). *Société civile et réduction de la pauvreté*. Éditions Clé.
- Agisilaou, V. H., & Boz, T. (2025). Humanitarian virtue: identifying ethics and values in humanitarian thinking. *Disasters*, 49(4), e70000. <https://doi.org/10.1111/dis.70000>
- Aguessy, H. (1989). Technologies endogènes et développement de l'Afrique noire. Bilan de recherches déjà effectuées et perspectives d'avenir. Dans *Actes de la XIV^e Conférence biennale de l'association scientifique ouest-africaine* (pp. 15-29).
- Akaffou, Y. (2023). Savoirs endogènes africains et modalités adaptatives aux systèmes éducatifs d'émergence de compétences. *Les Cahiers de l'ENSUP*, 1(7), 22-33. <https://hal.science/hal-04763122>
- Allinne, J. P. (2022). Les gacaca du Rwanda : justice traditionnelles ou justices transitionnelles. *Histoire de la justice*, 1(33), 183-204.
- Amin, S. (1986). *La déconnexion. Pour sortir du système mondial*. La Découverte.

- Atlani-Duault, L., & Dozon J. P. (2011). Colonisation, développement, aide humanitaire. Pour une anthropologie de l'aide internationale. *Ethnologie française*, 3(41), 393-403.
- Audet, F. (2022). La localisation de l'aide humanitaire : un chantier de recherche en pleine émergence. *Revue canadienne d'études du développement*, 43(4), 459-467.
- Boltanski, L. (dir.). (1993). La politique de la pitié. Dans *La souffrance à distance : morale humanitaire, médias et politique* (pp. 15-37). Éditions Métaillé.
- Cazabat, C. (2016). Les stratégies de renforcement des organisations de la société civile en Afrique subsaharienne, nouvel éléphant blanc de l'aide au développement? L'exemple du Cameroun. *Mondes en développement*, 1(173), 79-91.
- Cercle international pour la promotion de la création (CIPCRE). (2006). *Dot et rites de veuvage au nord Cameroun : pratiques sociales et illusions féministes* [Bafoussam, Cameroun]. Centre de recherche en éducation, droits de l'Homme et sciences sociales.
- Collovald, A. (2001). De la défense des « pauvres nécessiteux » à l'humanitaire expert. Reconversion et métamorphoses d'une cause politique. *Politix*, 4(56), 135-161.
- Comaroff, J., & Comaroff, J. L. (2012). Theory from the south: Or, how Euro-America is evolving toward Africa. *Journal of Social Anthropology and Comparative Sociology*, 22(2). <https://doi.org/10.1080/00664677.2012.694169>
- Crisis Group. (2016). *Faire face à Boko Haram*. Rapport Afrique (241).
- De Torrenté, N. (2013). The relevance and effectiveness of humanitarian aid: Reflection about the relationship between providers and recipients. *Social Research: An International Quarterly*, 80(2), 607-634.
- Eboko, F. (2015). *Représenter l'action publique en Afrique. Du sida à l'analyse de la globalisation des politiques publiques*. Préface de Patrick Hassenteufel. Karthala.
- Fassin, D. (2009). Les économies morales revisitées. *Annales HSS*, (6).
- Fassin, D. (2012). 1. Vers une théorie des économies morales. Dans D. Fassin & J. Eidelman, *Économies morales contemporaines* (pp. 19-47). La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.fassi.2012.01.0019>.
- Gibson, C. C., Hoffman, B. D., & Jablonski, R. S. (2015). Did Aid Promote Democracy in Africa? The Role of Technical Assistance in Africa's Transition. *World Development*, 68, pp. 323-335.
- Gill, P. (1986). *A year in the death of Africa: politics, bureaucracy and the famine*. Paladin Grafton books.
- Girard, R. (1982). *Le bouc émissaire*. Éditions Bernard Grasset.
- Grünewald, F. (2007). Morale, éthique et déontologie dans les contextes de la solidarité et de l'action humanitaire. *Revue internationale et stratégique*, 67(3), 113-120.
- Gwana Passa, M. (2024). La décolonisation de l'aide : un processus complexe vers une solidarité internationale renouvelée. *Humanitaire en mouvement*, (26), pp. 60-63.
- Hilhorst, D. (2018). Classical humanitarianism and resilience humanitarianism: making sense of two brands of humanitarian action. *Journal of international humanitarian action*, 3(1), 1-12.
- Hountondji, P. (dir.). (2019). *Les savoirs endogènes : pistes pour une recherche*. Star Éditions.
- Hours, B. (2010). Les politiques de la compassion. Dans B. Hours & M. Selim. *Anthropologie politique de la globalisation* (pp. 101-114). L'Harmattan.
- Kane, A., Seck, M., & Ndiaye, M. (2025). *Étude des processus de production, de dissémination et de valorisation des savoirs endogènes par les peuples autochtones au Sénégal*. Communication, technologies et développement, 17. <https://doi.org/10.4000/1414c>
- Kovacs, G., Matopoulos, A., & Hayes, O. (2010). A community-based approach to supply chain design. *International Journal of Logistics: Research and Applications*, 13(5), 411-422.
- Lainé, L. (2013). La compassion comme outil critique de la mondialisation néo-libérale. Éléments pour une théologie contextuelle. *Revue d'éthique et de théologie morale*, (273), pp. 77-10.
- Lang, S. (2012). *ONG, société civile et sphère publique*. Cambridge University Press.
- Lefort, C., Minfegue, C., Kojoue, L., Vidal, L., Mengue, M. T., & Atlani-Duault, L. (2023). La santé globale à l'épreuve du local en contexte pandémique. Réceptions et (re)négociations des normes et modèles de lutte contre le Covid-19 au Cameroun. *Suds*, 2(288).
- Lefort-Rieux, C. (2024). *Un art bien incertain : gouverner les migrations forcées en contextes camerounais* [Thèse de doctorat en anthropologie sociale et ethnologie]. Université Paris Cité.
- Levitt, P., & Merry, S. E. (2009). Vernacularization on the ground: Local uses of global women's rights in Peru, China, India, and the United States. *Global Networks*, 9(4), 441–461. <https://doi.org/10.1111/j.1471-0374.2009.00263.x>
- Levitt, P., & Merry, S. E. (2011). Making women's human rights in the vernacular: Navigating the culture/rights divide. Dans D. L. Hodgson (ed.), *Gender and culture at the limit of rights* (pp. 81–100). University of Pennsylvania Press.
- Lynch, C. (2022). Centrer en Afrique l'humanitarisme global. *Global Africa*, (1), pp. 132-142.
- Magen-Fabregat, C., Aït-Aïssa, M., & Maiziere, P. A. (2024). Synthèse critique de la décolonisation de l'aide humanitaire et de la localisation. *Humanitaire en mouvement*, (26), pp. 28-36.
- Mahamat, A. (2021). Déplacés et réfugiés au Cameroun : profils, itinéraires et expériences à partir des crises nigériane et centrafricaine. *Canadian Journal of African Studies/Revue canadienne des études africaines*, 55(3), 585-607.

- Malkin, N. (2015). My brother's keeper: The double experience of refugee aid-workers. *Journal of Peacebuilding & Development*, 10(3), 46-59.
- Manga Kalniga, J., & Ambe, S. (dir.). (2021). *Réfugiés et déplacés internes au Cameroun*. Connaissances et Savoirs.
- Martinez, R. (1998). An ethic of compassion in a world of technique. *Laval théologique et philosophique*, 54(1), 83-90.
- Matasci, D., & Desgrandchamps, M. L. (2020). «Civiliser, développer, aider» : croiser l'histoire du colonialisme, du développement et de l'humanitaire. *Histoire politique* [En ligne], (41) DOI : https://doi.org/10.4000_histoirepolitique.284
- Mattei, J. F. (2014). *L'humanitaire à l'épreuve de l'éthique*. Éditions Les Liens qui libèrent.
- Mbembe, A. (2013). *Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée*. La Découverte.
- Mercoiret, M. R. (1990). L'émergence des dynamiques sociales, une réponse au désengagement de l'État. Dans *L'avenir de l'agriculture dans les pays du Sahel*. Cirad.
- Micheletti, P. (2011). Humanitaires : neutralité impossible ? *Esprit*, (7), pp. 39-45.
- Micheletti, P., Larzillière, P., Hours, B., Jacquet, F., Kabanda, M., Sauquet, M., & Galy, M. (2010). Faut-il «désoccidentaliser» l'humanitaire ? *Revue humanitaire* : enjeux, pratiques, débats, (24), pp. 10-27.
- Mohamadou, E. (1963). Introduction à la littérature peule du Nord-Cameroun. *Abbia : revue culturelle camerounaise*, 1(3), 66-76.
- Murithi, T. (2009). Aid colonization and the promise of African continental integration. Dans H. Abbas & Y. Niyiragira (dirs.), *Aid to Africa: Redeemer or Coloniser? Cape Town and Dakar* (pp. 1-12). Pambazuka Press.
- Ndengue, R. (2016). Mobilisation des femmes au Cameroun français dans les années 1940-1950 : l'ordre du genre et l'ordre colonial fissurés. *Le mouvement social*, 2(255), 71-85.
- Ngũgĩ Wa Thiong'o. (2011). *Decolonising the mind*. East African Editorial Publisher.
- Nouwen, H. (2004). *La compassion*. Fidélité.
- Obah, Y., Biango, L., & Mengue, M. T. (2021). Action humanitaire et urbanisation au Tchad : le cas d'Abéché et Goré. *GARI. Recherches et débats sur les villes africaines*, 1(1) <https://dx.doi.org/10.46711/gari.2021.1.1.2>.
- Olivier de Sardan, J.-P. (2011). Aide humanitaire ou aide au développement ? La «famine» de 2005 au Niger. *Ethnologie française*, 41(3), 415-429.
- Olivier de Sardan, J.-P. (2021). *La revanche des contextes : Des mésaventures de l'ingénierie sociale en Afrique et au-delà*. Karthala.
- Olivier de Sardan, J.-P. (2022). «Compter sur ses propres forces» : face à l'aide, promouvoir les experts contextuels dans les politiques publiques en Afrique. *Global Africa*, (1), pp. 160-172.
- Organisation internationale pour les migrations (OIM). (2023). *DTM Cameroun-Extrême-Nord — Tableau de bord de suivi des déplacements R-26*. IOM Cameroun. https://dtm.iom.int/sites/g/files/tmzbdl1461/files/reports/DTM%202026%20CMR%20Tableau%20de%20bord%20MT_.pdf
- Paugam, S. (2023). *L'attachement social : formes et fondements de la solidarité humaine*. Seuil.
- Pérouse de Montclos, M. A. (2009). Du développement à l'humanitaire, ou le triomphe de la com. *Revue tiers monde*, 200(4), 751-766.
- Pommerolle, M. E. (2008). La démobilisation collective au Cameroun : entre régime postautoritaire et militantisme extraverti. *Critique internationale*, 3(40), 73-94.
- Rahmani, R. (2012). Donors, beneficiaries, or NGOs: whose needs come first? A dilemma in Afghanistan. *Development in Practice*, 22(3), 295-304.
- Richey, L. (2018). Conceptualizing “everyday humanitarianism”: Ethics, affects, and practices of contemporary global helping. *New Political Science*, 40(4), 625-639.
- Robinson, M. (1995). Aid, Democracy and Political Conditionality in Sub-Saharan Africa. Dans O. Morrissey & F. Stewart (dirs.), *Economic and Political Reform in Developing Countries*. Palgrave Macmillan, London. https://doi.org/10.1007/978-1-349-13460-1_5
- Savidan, P. (2018). Compassion et conflit des solidarités. *Cahiers de recherche sociologique*, (65), pp. 71-87.
- Seignobos, C., et Iyebi-Mandjeck, O., (2000). *Atlas de la province Extrême-Nord Cameroun*. IRD Éditions.
- Seignobos, C. (2011). Le puulaku, ultime recours contre les coupeurs de route. Province du nord au Cameroun. *Afrique contemporaine*, 4(240), 11-23.
- Theodosopoulos, D. (2016). Philanthropy or solidarity? Ethical dilemmas about humanitarianism in crisis-afflicted Greece. *Social Anthropology//Anthropologie sociale*, 24(2), 167-184.
- Tourneux, H. (2019). Les savoirs locaux : comment les découvrir et comment les transmettre. Dans C. Dilipalai (Ed.), *Savoirs locaux, savoirs endogènes : entre crises et valeurs* (pp. 15-29). Éditions du Schabel. (halshs-03125127)
- Trémon, A.-C. (2024). Chapitre 7. L'économie morale. Anthropologie contemporaine (pp. 230-260). Armand Colin. <https://shs.cairn.info/anthropologie-contemporaine--9782200635534-page-230?lang=fr>
- Wade, P. (2023). Entretien avec Damien Noma. Dans M. T. Mengue & V. Troie, (dir.), *Transition humanitaire au Cameroun* (pp. 83-88). Karthala.
- Zelao, A. (2023). Crise sécuritaire et action humanitaire des ONG à l'Extrême-Nord du Cameroun : opportunités et limites. Dans M. T. Mengue & V. Troie (dir.), *Transition humanitaire au Cameroun* (pp. 89-112). Karthala.